

Italie, les hausses salariales ralentissaient graduellement dans les deux autres pays. Cela réduit leur taux d'inflation et améliore leur position concurrentielle par rapport à l'Italie et à la France, où les salaires augmentent plus vite.

Un peu plus loin, on peut lire:

—L'Allemagne s'est engagée dans un «cercle vertueux» dans lequel des accords salariaux moins élevés font baisser suffisamment le taux d'inflation pour augmenter le pouvoir d'achat des employés malgré les réductions de salaire. La Grande-Bretagne ne réussira pas aussi bien que l'Allemagne à éliminer sa spirale des prix et des salaires cette année, mais les augmentations de salaires et de prix pourraient se stabiliser en 1983.

Ce qui se passe maintenant dans les pays d'Europe indique clairement que tout le monde s'en porte mieux lorsque les revendications salariales sont plus faibles et que l'on met fin à la spirale des prix et des salaires.

A mon avis, nous devons réduire les revenus réels au Canada. Je sais que certains députés du NPD ont beaucoup de difficulté à accepter cette idée. C'est un remède difficile à avaler, mais il vise surtout ceux qui ont un emploi et non les Canadiens en général. Nous devons nous préoccuper avant tout des faibles, des chômeurs, des pauvres et des retraités, mais ceux qui travaillent doivent aider à en assumer le coût. Cela ne fait aucun doute que ce sont les gens qui travaillent, y compris les députés eux-mêmes, qui doivent assumer la plus grande part du fardeau si l'on veut faire baisser les salaires, le taux d'inflation et, bien entendu, le déficit.

Qu'arrivera-t-il au Canada si l'on ne parvient pas vraiment à restreindre les hausses salariales? L'inflation s'accroîtra, le dollar continuera à baisser, ce qui provoquera de nouvelles hausses de prix, comme nous le savons, et notre déficit augmentera puisque nous devons aider les contribuables en difficulté. Pourquoi ce fardeau ne devrait-il pas être imposé surtout à ceux qui travaillent plutôt qu'aux défavorisés dont j'ai déjà parlé? Pourquoi ne pas y parvenir en réduisant nos demandes salariales, nous qui avons un emploi?

• (1610)

M. Blenkarn: Pourquoi ne pas imposer des restrictions au gouvernement?

M. Johnston: Est-ce trop demander aux Canadiens à l'heure actuelle? C'est pourquoi le gouvernement a donné l'exemple en essayant de briser le cercle des demandes salariales toujours plus importantes.

M. Riis: Six p. 100 pour tout le monde, eh?

M. Johnston: Pour le bénéfice de tous les députés à la Chambre, j'aimerais signaler que nous n'aimons pas nous en prendre aux employés gouvernementaux dont les augmentations salariales n'ont pas été si importantes que cela.

M. Riis: Pouvons-nous rapporter ces paroles?

M. Blais: Faites donc.

M. Johnston: Nous ne croyons pas non plus que les bénéficiaires des avantages accordés par le gouvernement méritent moins que les autres, mais nous devons donner l'exemple.

M. Riis: Surtout les ministres, n'est-ce pas?

M. Johnston: Nous devons commencer avec les employés qui sont visés par notre propre législation et qui touchent nos prestations. Nous espérons que cette règle et cet objectif de 5 à 6 p. 100 seront suivis par d'autres secteurs, par d'autres gouvernements, par d'autres entreprises et par le secteur privé en général.

M. Riis: Vous ne lancez pas ce programme.

Le budget—M. Johnston

M. Johnston: Si on se contentait de prêcher des restrictions sans prendre de mesures, des mesures du type que celles que nous avons prises, nous ne serions pas pris au sérieux.

Je voudrais prendre quelques instants pour parler du déficit. Si nos vis-à-vis étaient conscients de l'importance de notre déficit prévu de près de 20 milliards de dollars auparavant, il est clair que la réponse du marché à l'annonce du déficit l'autre soir les a encore plus sensibilisés à cette question.

M. Riis: Vous connaissiez la gravité de la situation il y a plusieurs mois déjà.

M. Johnston: Les investisseurs canadiens et étrangers pensent que ce déficit est dangereusement élevé et se demandent si nous sommes résolus à améliorer la gestion de nos affaires.

Je dois dire cependant que j'ai été absolument ahuri, le soir de la présentation du budget, de voir la réponse du chef du Nouveau parti démocratique à nos propositions. Il est sans aucun doute le plus grand panier percé qui ait jamais été, suivi sans doute par quelques autres députés de son caucus. J'ai fait quelques calculs rapides qui, je crois, s'approchent de la vérité. La cure qu'il nous propose pour guérir les maux qui nous affligent nous coûterait à peine plus de 5 milliards de dollars par année. Selon lui, nous avons besoin de cette injection de nouveaux fonds dans l'économie pour la remettre sur la bonne voie.

M. Riis: C'est la poêle qui se moque du chaudron. Un déficit de 20 milliards de dollars.

M. Johnston: Je dirais au chef du Nouveau parti démocratique que le déficit qui a été divulgué l'autre soir équivaut à injecter 9 milliards de dollars dans l'économie. Pourquoi le Nouveau parti démocratique n'a-t-il pas alors applaudi? Je dois dire que je croyais que les néo-démocrates nous applaudiraient à tout rompre lorsqu'ils verraient à quel point nous stimulons l'économie durant cette période.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: C'est là leur façon de faire. De quoi sommes-nous témoins? D'un silence de mort. Peut-être commencent-ils à apprendre, même s'il est un peu tard, que cette voie déficitaire qu'ils prêchent est pleine d'embûches qui causeront de sérieux dommages. Certaines de nos mesures restrictives auront également pour effet de nous aider à garder le déficit à un niveau raisonnable, en réduisant les dépenses gouvernementales...

M. Blenkarn: A 20 p. 100.

M. Johnston: ... et en augmentant nos revenus. Mais voyons les faits en face.

M. Riis: Non.

M. Blenkarn: Voyons les 20 p. 100 en face.

M. Johnston: Il ne peut y avoir de lutte véritable contre notre déficit et celui des provinces que si les contribuables contribuent eux-mêmes à les réduire en restreignant leur revenu. Nous avons mis en place l'un des meilleurs systèmes d'assistance sociale au monde, un système dont nous pouvons être fiers. Mais il faut en payer le prix. Voilà ce que je voulais dire quand j'ai dit qu'il fallait réduire le revenu réel des salariés afin que l'argent qui servirait sinon à consommer, à payer des salaires et des prix sans cesse plus élevés, à accélérer la spirale inflationniste, puisse être utilisé...